



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GENERALE

TD/B/41(1)/L.4
28 septembre 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Quarante et unième session
Première partie
Genève, 19 septembre 1994
Point 2 de l'ordre du jour

INCIDENCES INTERNATIONALES DES POLITIQUES MACRO-ECONOMIQUES
ET QUESTIONS RELATIVES A L'INTERDEPENDANCE : ELEMENTS DE
STRATEGIES FRUCTUEUSES DE CROISSANCE ET D'AJUSTEMENT

Projet de conclusions concertées présenté par le Président
du Conseil du commerce et du développement

1. Pour examiner ce point, le Conseil s'est fondé sur le Rapport sur le commerce et le développement, 1994, pour lequel le secrétariat a été félicité, ainsi que sur le document intitulé UNCTAD Review 1994, publié à l'occasion du trentième anniversaire de la CNUCED. Le débat a également été enrichi par des discussions informelles avec des experts invités par le Directeur chargé de la CNUCED.
2. A propos des incidences internationales des politiques macro-économiques et des questions relatives à l'interdépendance, en général, les avis concordaient sur le fait que, si certains pays affichaient de bons résultats économiques, le dynamisme était insuffisant dans d'autres, notamment les pays les moins avancés d'Afrique et d'ailleurs.
3. Parce que cela pouvait avoir un effet positif sur d'autres pays et en raison des risques potentiels de stagnation économique pour un système commercial ouvert, on a reconnu qu'il était important que les pays développés à économie de marché coopèrent pour parvenir à une croissance non inflationniste. Ces pays devront donc s'employer en priorité à soutenir

la reprise actuelle tout en combattant les tendances inflationnistes qui pourraient apparaître, et les gouvernements devraient profiter de l'amélioration de l'activité pour endiguer la dette et les déficits publics excessifs. Afin de réduire le chômage et d'élargir les perspectives de croissance, des politiques monétaires et budgétaires appropriées devraient être suivies, accompagnées de réformes structurelles visant à améliorer le fonctionnement des marchés. Plusieurs orateurs ont préconisé une meilleure coordination des politiques monétaires des pays développés.

4. Au sujet des éléments de stratégies fructueuses de croissance et de développement, on a reconnu que la situation était très contrastée en Asie de l'Est : certains pays en plein essor avaient adopté un régime plus libéral, mais plusieurs gouvernements avaient aussi joué avec succès un rôle actif et interventionniste. En ce qui concernait le choix des politiques, le pragmatisme observé dans la région montrait que chaque pays pouvait suivre son propre mode de développement dans un cadre favorisant les mécanismes du marché, et qu'il n'était pas possible d'appliquer un modèle à d'autres pays sans le modifier. Il a été jugé important de prendre en considération la qualité de l'administration et de la gestion publiques, ainsi que la solidité des institutions d'économie de marché. De l'avis général, il convenait de faire preuve de pragmatisme et l'expérience des pays d'Asie de l'Est prouvait amplement qu'il était bon de donner la priorité à l'investissement dans l'éducation et autres éléments de l'infrastructure sociale, mais il fallait étudier de façon plus approfondie les conséquences de l'expérience des pays asiatiques pour d'autres pays en développement. A cet égard, il fallait également prendre en considération le cas des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est qui étaient parvenus récemment à une croissance rapide.

5. Plus précisément, il serait souhaitable de définir les principales mesures couronnées de succès, en particulier dans le domaine des taux d'épargne, d'investissement et d'intérêt, qui pourraient se prêter à une application plus générale; d'évaluer l'influence de l'environnement international, et en particulier du système commercial; d'étudier la meilleure façon d'agir pour éviter des interventions fâcheuses - comme l'appui à des industries n'ayant pratiquement aucune chance de devenir un jour compétitives - et pour renoncer progressivement aux interventions devenues inutiles; et de déterminer les liens entre l'industrie et l'agriculture.

6. Lors du débat sur l'application des solutions asiatiques à d'autres régions, on a reconnu d'une façon générale que d'autres pays, en particulier les pays les moins avancés d'Afrique et d'ailleurs, se heurtaient toujours à des problèmes dus notamment à l'endettement, à des catastrophes, à la dépendance à l'égard des produits de base et au manque de ressources humaines et naturelles. Les avis concordaient sur la contribution de conditions macro-économiques stables et les avantages découlant de l'ouverture au commerce et au financement internationaux ainsi que de la mise en place d'un système commercial international ouvert et équitable.
